



## Réforme territoriale – Réforme de l'État :

### Une refonte du « modèle français » inacceptable qui génère de vives inquiétudes sur l'avenir des DDI

25 novembre 2014

Le gouvernement a annoncé, début juillet, une nouvelle phase de la réforme de l'État visant à réorganiser celui-ci en fonction de la réforme territoriale en cours, à réduire les dépenses publiques et à soutenir la compétitivité de l'économie.

Dans la logique gouvernementale, l'État n'aurait plus que trois missions : protéger les citoyens les plus fragiles, garantir l'égalité des droits et des chances, et assurer la sécurité et l'exercice des libertés. Le gouvernement annonce clairement une nouvelle revue des missions, pour définir les missions fondamentales de l'État et celles qui devront être abandonnées ou exercées différemment et le niveau pertinent d'exercice (*la liste de toutes les missions de l'Etat qui seront abandonnées sera connue courant janvier 2015*). Après l'abandon de l'Ingénierie Publique concurrentielle, l'abandon de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT), l'abandon de l'instruction des autorisations d'occupation des sols (ADS), on peut donc craindre le pire.

A l'échelon régional, l'État se concentrera sur son positionnement stratégique.

Au niveau départemental, le gouvernement privilégie son rôle de proximité vis-à-vis de l'utilisateur et « continuera de veiller à la cohésion sociale et territoriale en offrant un accès rapide à tous les services publics ». Mais pour lui, la proximité des services publics devrait être assurée en particulier par les Maisons de service au public et les Maisons de l'État (*voir la circulaire et le cahier des charges relatifs à la création des Maisons de l'Etat datés du 15 octobre dernier*).

Cette politique conduira à une refonte / réduction des directions régionales déconcentrées, des directions départementales interministérielles, des sous-préfectures et d'autres structures territoriales de l'État. Cette nouvelle réforme touchera aussi la gestion des agents publics et, comme pour les entreprises, des mesures de simplification seront prises tous les six mois.

Il s'agit d'une réforme d'envergure de l'État et de ses services, définissant un État minimum, au service essentiellement du capital, concentré sur quelques missions, avec une refonte complète des services de l'État au niveau central et en territoire.

Pour la CGT, il faut réinventer et renforcer l'État stratège, développeur et opérateur, plaçant l'intérêt général au cœur de ses interventions.

# Agißons ensemble, mobilisons-nous pour défendre nos emplois, le service public de l'Etat dans les territoires



Le gouvernement, dans le cadre de sa «politique de l'offre» et pour répondre aux exigences de l'Union européenne et du capital, entend adapter, par une réforme globale, l'organisation institutionnelle de notre pays de l'état aux communes.

L'impact concret de ce remodelage institutionnel en cours – fusion des régions, affaiblissement ou/et disparition des départements, regroupement des intercommunalités, métropolites – couplé avec une nouvelle répartition des compétences des collectivités territoriales et la réforme de l'Etat, reste à mesurer pour les territoires et pour la vie quotidienne des citoyens.

Cette adaptation aux nouvelles donnes du capitalisme, de la compétition économique mondiale conduit au renforcement de l'austérité et à l'accroissement des inégalités sociales et territoriales. Dans le même mouvement, le gouvernement accorde de nouveaux cadeaux au patronat avec les 50 milliards du «Pacte de responsabilité » gagés par la réduction des dépenses publiques, la révision des seuils pour les Institutions représentatives du personnel (IRP), la simplification de la vie des entreprises visant pour un certain nombre de mesures à alléger les «contraintes» r glementaires, etc.

C'est tout l'édifice du «modèle français» qui est en jeu.

Cette réforme territoriale et de l'état n'est en aucun cas une priorité face à la crise. Les citoyens, les salariés attendent d'autres «réformes», qui, elles, sont par contre urgentes.

La CGT les appelle à se mobiliser pour gagner ces «réformes» répondant à leurs besoins, pour relancer l'industrie, rénover les services publics, développer l'emploi, augmenter le pouvoir d'achat.

**Pour la défense et la reconquête  
des missions publiques,  
Le 4 décembre 2014, VOTEZ  
ET FAITES VOTER CGT**

ÉLECTIONS  
FONCTION  
PUBLIQUE  
VOTONS *la* cgt  
4 DÉCEMBRE 2014